

Les comptes-rendus du



Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Québec) - G1K 2X1 – Téléphone : (418) 525-6187 poste 221
Courriel : carrefour@capmo.org
Site Internet: www.capmo.org

Septembre 2021
Numéro 325

Élections municipales 2021, quels enjeux prioritaire pour la Ville de Québec

Bienvenue à cette soirée mensuelle du CAPMO qui ouvre l'année 2021-2022. Depuis 46 ans, le CAPMO tient une rencontre de septembre à juin portant sur différents enjeux de société traités sous l'angle de la justice sociale, des droits humains et de la liberté démocratique. Ce soir, nous recevons le Collectif : « La Ville que nous voulons » qui vient nous présenter sa plateforme citoyenne pour les prochaines élections municipales. Ce n'est pas un parti politique, ce groupe est issu de l'initiative de citoyens et de citoyennes engagés qui souhaitent inscrire certaines revendications à l'agenda politique des différents partis en liste. Pour cette présentation nous avons avec nous: Serge Roy, Monique Voisine, Michel Richard et Mbaïe-Hadji Mabairewaye. Nous parlerons donc des enjeux de la campagne électorale municipale 2021, dans la ville de Québec. Je donne la parole à Serge Roy pour nous présenter les principales propositions du collectif La Ville que nous voulons. YC

Élections municipales 2021

Quels enjeux prioritaires pour la Ville de Québec



Rencontre animée par le Collectif :

« La Ville que nous voulons »

Quand : Jeudi, 9 septembre 2021 à 18h30
Où : Sur la plateforme ZOOM
Lien sur notre site web à : www.capmo.org



Nous sommes honorés de pouvoir réaliser cette rencontre avec le CAPMO. C'est la première rencontre publique qui nous amène à parler de ce que nous avons fait depuis un an comme réflexion et recherche pour produire une plateforme citoyenne en vue de changer des choses dans la ville. Nous estimons que le pallier municipal est un espace extrêmement important pour changer la société et dans la Ville de Québec, la participation et le rôle des citoyenNes n'est pas à la hauteur de ce que l'on souhaite. Alors, nous nous sommes mis au travail pour construire une plateforme assez globale. Elle n'est pas uniquement centrée sur un, deux ou trois points. Nous avons essayé de développer une vision globale de ce que devrait être la ville « idéale », celle que nous souhaitons. Serge Roy

20 participantEs

Verlie Jean-Baptiste, Michel Laberge, Serge Roy, Pierre Racicot, Monique Voisine, Michel Richard, Monique Toutant, Danielle Adam, Élisabeth Germain, Martine Sanfaçon, Yves Bédard, Robert Lapointe, Fernand Dorval, Maria, Mbaïe-Hadji Mabairewaye, Gabriela Manrique, Yves Carrier, Mario Gil Guzman, Éric Lapointe, Nadège Rosine Toguem

Nous allons vous présenter une vision générale de ce que nous avons fait. Nous n'aurons pas le temps de vous parler de toutes nos propositions, près d'une centaine. On ne s'attardera pas à chacune des propositions, mais plutôt à l'orientation que nous entendons véhiculer au cours des prochaines semaines et au-delà parce que je ne crois pas que les choses vont changer radicalement à moyen terme. Notre but est de faire connaître une vision de la ville différente de celles que nous avons vécues jusqu'à maintenant. Alors, il y a une série de thèmes que nous allons vous présenter ce soir.

Le premier thème concerne l'immigration et la lutte au racisme. Ensuite, nous parlerons de la transversalité de l'égalité entre les hommes et les femmes. Notre plateforme doit répondre à ce principe fondamental. Puis, nous aborderons les thèmes de la démocratie, de la culture et du patrimoine, de l'équité sociale et économique, de l'habitation, des transports, et bien sûr la question de l'environnement. Ce dernier thème est transversal à tous les autres, mais il est surtout crucial et extrêmement important. Mbaï a travaillé les thèmes de l'immigration et de la lutte contre le racisme et il va nous les présenter. SR

Immigration et lutte au racisme

Notre groupe de travail est composé de Danielle, d'Isabelle et de Renaud. Je commencerais par l'immigration. On sait que Québec a une tradition d'immigration. Jusqu'au 19^{ème} siècle, c'est la porte d'entrée de l'immigration européenne au Canada. Certains sont restés, d'autres sont partis vers Montréal et Toronto ou bien vers l'Ouest canadien. Nous n'avons pas les dernières données sur l'immigration, mais nous avons les chiffres de 2016 sur la région métropolitaine de Québec. Y vivaient environ 44 500 immigrants sur une population de 800 000 personnes, cela représente 5.6% du total. Le taux de rétention est plutôt bon. En 2016, c'était 94%. L'immigration est souvent perçue comme un apport économique, alors que nous la considérons comme un projet de citoyenneté. Ce sont des gens qui viennent faire parti d'une nouvelle collectivité sociale et politique, c'est ainsi que nous la voyons. Nous ne la réduisons pas à sa dimension économique. Ce que cela apporte, ce sont des gens qui participent à l'édification d'une société nouvelle. Le 10 mai dernier, le maire Labeaume a annoncé 10.5 millions pour soutenir les initiatives interculturelles sur 3 ans. Un premier constat, c'est que la plupart des mesures annoncées sont des événements éphémères et peu structurants. Notons que la Ville de Québec sous-traite la mission d'accueil et d'installation des immigrants aux organismes communautaires. À partir de cela nous avons fait 8 propositions.

1. Que la Ville de Québec réclame au gouvernement provincial des pouvoirs semblables à ceux accordés à Montréal comme métropole en matière d'immigration. Il s'agit d'une entente sectorielle qui lui accorde une plus grande flexibilité en matière d'accueil, d'installation et de francisation. C'est un pouvoir que la Ville de Québec n'a pas alors que c'est la capitale nationale. Ceci afin de lui permettre une réelle politique d'accueil des immigrant.e.s.

2. Que soit mis en place un bureau d'accueil des immigrant.e.s offrant un guichet unique d'information et pouvant expliquer tous les renseignements utiles aux personnes immigrantes. Heureusement la plupart des immigrant.e.s possèdent déjà un niveau universitaire qui les aide à se débrouiller. Pour ce qui est des réfugiés, il y a le Centre multiethnique qui les aide pas mal. L'hospitalité commence par l'accueil, nous pensons que cela serait bien d'avoir un service d'accueil auquel les immigrant.e.s pourraient se référer. Personnellement, j'ai bénéficié d'un tel service lorsque je suis arrivé à Edmonton. Ils évaluent tes besoins, ensuite ils t'orientent vers les cours d'anglais, vers les soins hospitaliers, etc. Ce type de services est très aidant et cela n'existe pas à Québec. Je trouve qu'un meilleur accueil permettrait une meilleure rétention des immigrant.e.s.

3. Garantir aux personnes immigrantes un accès à un logement abordable et de qualité et appuyer financièrement les organismes qui leur viennent en aide, comme le BAIL ou le Comité d'aide au logement. L'actualité nous apprend que compte-tenu de la pandémie, il y a une crise du logement et celle-ci affecte plus particulièrement les personnes immigrantes. Ces personnes sont soutenues par ces organismes qui ne sont pas financés par la Ville de Québec. Ce serait bien qu'elle les appuie et qu'elle leur garantisse un logement digne. Le BAIL nous a informés que la question du logement est l'une des premières préoccupations qu'on les gens en arrivant. Il existe de nombreux logements qui sont insalubres. Il faut offrir des logements de qualité aux personnes qui viennent s'installer ici.

4. Que la commission de toponymie de la Ville de Québec s'inspire de personnages issus de l'immigration pour nommer des espaces publics et des rues, qu'elle fasse un effort particulier pour sélectionner des noms d'hommes et de femmes. Comme je disais au début, les immigrant.e.s sont des personnes qui viennent ici pour construire une société nouvelle avec nous. Donc, il faut que nous retrouvions aussi leur trace dans l'histoire et le visage de la ville. Cela inspirerait les nouveaux arrivants et la jeunesse. Les jeunes ont besoin de modèle et il est important à cet égard qu'ils se retrouvent. Souvent aussi, les femmes sont moins présentes dans la toponymie, il faut mettre l'accent sur une meilleure représentativité des femmes immigrantes qui souffrent parfois d'une double exclusion.

5. Doter l'administration municipale et les organismes communautaires reconnus par la ville et qui interagissent avec la population immigrante de compétences en matière de communication interculturelle. C'est un constat que la ville a relevé lors de son annonce de mars dernier. C'est important que les personnes qui traitent avec celles qui arrivent, puissent avoir cette compétence universelle interculturelle pour savoir interagir avec les autres. Cela permettrait de limiter les frictions, les incompréhensions, etc., parce que tout le monde n'est pas outillé pour agir avec une personne qui vient d'Afghanistan, de Chine ou du Pérou. Pour bâtir une société plus inclusive, il faut parler le même langage, surtout pour les personnes qui interagissent avec les immigrant.e.s.

6. Miser sur les organismes locaux qui travaillent dans les quartiers et les arrondissements pour favoriser l'intégration durable et la rétention des personnes immigrantes. Cela semble évident, mais cela n'est pas toujours fait. Les personnes immigrantes vivent dans les quartiers et ils fréquentent les écoles et les organismes communautaires dans le quartier. Nous souhaitons qu'un accent soit mis sur les organismes des quartiers qui interagissent au quotidien avec les personnes immigrantes. Il faut soutenir ces organismes et leur permettre d'avoir des activités d'intégration. Il y en a qui le font déjà et c'est bien. Une personne qui se sent bien accueillie dans son quartier développe un sentiment d'appartenance et elle peut souhaiter demeurer ici plus longtemps parce qu'elle ne se sent pas isolée.

7. Créer un musée de l'immigration à Québec, attenant à la Maison de la diversité. La Ville de Québec possède une tradition très ancienne d'accueil des nouveaux arrivants, mais il n'y a pas un lieu de mémoire en ce sens. En mai dernier, la ville a proposé de transformer l'ancienne Maison Pollack en Maison de la diversité, mais il s'agit davantage d'un lieu de rencontre entre les natifs et les immigrants pour apprendre à mieux se connaître. Nous proposons d'aller un peu plus loin, de ne pas avoir seulement un lieu de rencontre mais aussi un lieu de mémoire. Donc, créer un musée de l'immigration et jumeler ces deux projets. C'est important parce qu'il faut rappeler à chaque génération qu'il y a cette tradition d'accueil et d'immigration qui est très ancienne. Nous espérons que cela puisse contribuer à faire diminuer la peur de l'étranger qui affleure de temps en temps.

8. Que la ville applique l'analyse différenciée selon le sexe dans une perspective intersectionnelle, qu'elle passe au crible de celle-ci ainsi que l'impact de l'intersection des oppressions sur les femmes qui proviennent de l'immigration afin de prévenir toutes formes de racisme. On parle beaucoup d'immigrants, mais ils ne sont pas tous et toutes logés à la même enseigne, par exemple les femmes ou les personnes LGBTQ+ qui peuvent souffrir d'une double exclusion ou qui rencontrent davantage de difficultés que les immigrants hommes. Donc, la Ville de Québec dans toutes les actions qu'elle déploie pour attirer et accueillir les immigrant.e.s devrait intégrer cette analyse différenciée. Ce sont les propositions concernant l'immigration. Je vais maintenant passer au thème du racisme.

Au niveau du racisme nous proposons d'aborder ce sujet non pas comme une question d'attitude et de méchanceté. On réduit beaucoup le racisme à cette dimension psychologique. Charles Wade Mill a publié il y a quelques années : « The Racism Contrat » qui va paraître bientôt en français chez Mémoire d'encrier. Il dit : « Le racisme, nous l'envisageons comme un système politique qui répartit inégalement les droits et les pouvoirs politiques et économiques au sein d'une collectivité diversifiée. Il accorde davantage de pouvoirs à certains qu'on considère supérieurs, les personnes blanches par exemple, et d'autres personnes qu'on considère inférieures et qui ont donc moins de droits et de pouvoir, autochtones, latinos, asiatiques, etc. » Il faut considérer le racisme en terme de répartition inégale de pouvoir et de droits, alors il faut envisager des propositions dans le sens de trouver des correctifs.

Pour nous, la lutte contre le racisme passe par un partage équitable et égale du pouvoir et elle ne doit pas simplement se concentrer sur les manifestations individuelles. Certes, elles sont importantes, mais leur efficacité est limitée. Il faut exiger un changement structurel qui se rapporte aux institutions qui produisent le racisme structurel. Tel est le sens des propositions qui suivent. Nous avons élaboré différentes sous-catégories.

1. La représentativité au sein des services municipaux.

La Ville de Québec s'est engagée au mois de mai dernier à intégrer des personnes racisées au prorata de leur poids dans la population. Ce qui est intéressant avec cette proposition, c'est que c'est la ville veut les intégrer à tous les échelons. Le gouvernement provincial, par exemple, donne la cible sans spécifier ce point fondamental. Alors, les personnes racisées se ramassent au bas de l'échelle. Cela reste une promesse faite par un maire qui est sur son départ. Nous proposons que le vérificateur de la ville fasse un rapport annuel des progrès effectués. Si nous n'avons pas atteint la cible, quelle mesure collective entendons-nous mettre en œuvre pour y arriver.

2. La participation politique:

- A) Que les partis politiques municipaux s'engagent à soutenir des personnes racisées, tout particulièrement les femmes, dans la poursuite de l'atteinte de la parité au conseil municipal, qu'ils les encouragent à se présenter dans les districts gagnables et qu'une bonification monétaire soit accordée par le directeur des élections aux partis qui atteignent cet objectif; que la Ville de Québec encourage la participation politique des personnes racisées en accordant un soutien financier aux organismes qui défendent leurs droits. Nous trouvons incohérent que la ville prétende vouloir lutter contre le racisme sans accorder d'aide aux organismes de défense collective des droits qui le font. Comme nous l'avons dit, le racisme est une répartition inégale des pouvoirs et des droits. Le soutien aux entrepreneurs racisés. En parlant avec d'éventuels entrepreneurs, il y a deux choses qui ressortent: l'absence de capital et le manque de réseau. Nous demandons à la ville de créer un réseau de soutien à la capitalisation pour les entrepreneurs racisés en vertu des pouvoirs d'intervention économique qu'elle a.
- B) Mettre sur pied le programme leadership inclusif avec la Chambre de commerce de Québec, sur le modèle du programme leadership au féminin afin de favoriser l'accès aux réseaux d'influence aux entrepreneurs racisés. Il n'y a aucune personne racisée sur le conseil d'administration de la Chambre de commerce, même si cela a existé par le passé. La jeune chambre de commerce avait organisé un gala pour les entrepreneurs issus de la diversité.

3. Le profilage racial

Je pense que c'est un problème réel à Québec même si on n'en parle pas beaucoup. Pour lutter contre ce phénomène nous faisons les propositions suivantes :

1. Reconnaître le profilage racial

Tout d'abord, il faut que la ville reconnaisse que cela existe. Il y a beaucoup de personnes, surtout les jeunes, qui souffrent du profilage racial, mais la Ville de Québec ne reconnaît pas cela. C'est bien beau de reconnaître le racisme systémique, mais il se traduit par des discriminations concrètes dans l'accès au logement, aux emplois, etc.

2. Faire une étude sur le profilage racial

La ville doit commander une étude afin que nous ayons des données démontrant l'ampleur du phénomène. Nous les personnes racisées, si nous réclamons la reconnaissance du profilage racial, s'il n'y a pas de données, la population blanche ne peut pas nous soutenir. Comme minorités, nous avons besoin du soutien de la majorité. La police refuse complètement de collecter les données sur le profilage racial. Lorsqu'on leur demande de reconnaître le phénomène, ils disent que cela n'existe pas parce qu'ils n'y a pas de données. Nous demandons une étude sérieuse sur cette problématique pour connaître comment cela se manifeste et avoir des recommandations pour y mettre un terme. Peut-être que c'est infime, l'étude pourrait nous le dire. Pour construire une politique publique qui a de l'allure en matière de lutte au racisme, il faut avoir ces données.

3. Nous demandons que le Service de police de la Ville de Québec ait des normes et une politique stricte pour lutter contre le profilage racial dans le contexte de maintien de l'ordre. Il faut élaborer une politique de lutte contre le profilage racial. D'autres villes le font, la Ville de Québec peut le faire aussi.

4. Que le Service de police ait un service organisationnel à dimensions multiples pour favoriser le recrutement de personnes issues des communautés racisées. Il n'y a jamais eu de policier noir au Service de police de Québec, c'est un personnel exclusivement blanc et il serait bien d'y inscrire des personnes racisées. D'abord, c'est un travail qui est bien payé, c'est aussi un lieu de pouvoir et c'est important qu'il y ait des personnes racisées à ces postes. Cela ne résout pas la question du profilage racial, la Ville de Québec pense qu'en recrutant des personnes noires ou racisées pour devenir agent de police, cela pourrait résoudre la question du profilage racial. Mais pas du tout, les personnes racisées dans la police profile d'autres personnes racisées parce qu'il s'agit d'une culture. Ce n'est pas parce que les individus soient méchants, c'est une façon de travailler qui amène des policiers de bonne foi à profiler. Au service de police de Longueuil, le directeur est d'origine libanaise et il a grandi en Afrique sub-saharienne, il a avoué que dans sa formation, le prototype du délinquant, c'était un jeune noir qui roule en grosse voiture. Même lui, Africain, profilait d'autres jeunes Africains quand il a commencé à travailler dans la police. Cela lui a pris beaucoup de lecture pour se défaire de ce préjugé. Donc la formation est un problème à la base. Un ancien policier qui formait les étudiants en technique policière au cégep François-Xavier-Garneau me disait que lors de l'Opération Scorpion, pour trouver des suspects, ils arrêtaient les jeunes noirs qu'ils croisaient.

Ce sont des pratiques qui existent au sein de la police. Lorsque nous parlons de réformes structurelles, c'est ce que nous visons, pas les policiers comme tels dont la plupart sont très compétents.

5. Institutionnaliser la formation continue de tous les agents de police

Mettre l'accent sur la formation des policiers. Il y a une policière de Toronto qui a écrit une chronique aujourd'hui dans le Globe and Mail qui révélait que 70% de leur formation servait à apprendre la manipulation des armes, alors que 90% de leur travail était des interventions sur la violence conjugale ou la santé mentale. Ils n'ont pas la formation pour faire face à ces enjeux. C'est pour cela qu'il faut revoir la formation des policiers car ils ne font pas seulement de la répression du crime, plusieurs font davantage de la prévention.

6. À l'instar de Montréal, nous proposons la création d'une Commission de sécurité publique et d'un Comité de vigie du service de police. Ce sont les mesures les plus efficaces qu'on recense dans la littérature. La reddition de compte et les mesures de contrôle sont les moyens les plus efficaces. Par contre, envoyer les policiers dans les communautés n'a aucun effet sur le profilage racial. L'objectif de tout cela est qu'il faut protéger la population avec elle et non contre elle. Dans l'optique d'une démocratie directe ou participative, il faut tenir compte de ceux et celles qu'on prétend protéger. La police ne peut pas nous protéger contre nous-mêmes, elle doit le faire avec nous. Ici, le nous inclut tout le monde, pas seulement les personnes racisées.

7. Que le Service de police de la Ville de Québec inclut la lutte contre les crimes haineux dans son plan stratégique. C'est une revendication qui est mise de l'avant depuis longtemps par la Ligue des droits et libertés.

Quelques propositions sur les communautés autochtones

Ce sont des recommandations qui proviennent des nombreux rapports successifs des Commissions royales d'enquête sur les enjeux autochtones.

8. La Ville de Québec doit garantir la sécurité culturelle des membres des Premiers peuples au sein des services municipaux et donner une formation sur les différences culturelles, l'histoire et les enjeux autochtones aux employés municipaux.

9. La Ville de Québec doit donner suite localement aux recommandations de la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics de la Ville de Québec, des rapports de la Commission Vien, de la Commission vérité et réconciliation du Canada et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

10. Appuyer la fondation et le financement durable à long terme de refuges, d'espaces sûrs, de logements abordables, de maisons de transition, de maisons d'hébergement et de services dirigés par les autochtones et libre d'accès pour les personnes sans domicile ou qui vivent une situation précaire, aux prises avec l'insécurité alimentaire, la pauvreté ou qui ont été victime de violence et d'exploitation sexuelle.

Voilà en résumé les propositions que nous avons faites. Les argumentaires seront sur le site internet de La Ville que nous voulons. Merci de votre attention. Mbaïe-Hadji Mabairewaye

Merci pour ton analyse sur ce que devait être la politique d'immigration de la Ville de Québec. J'aimerais simplement ajouter que le Canada et l'Occident sont responsables de nombreux déplacements forcés dans les pays du sud, ce qui constitue une masse de réfugiés dans le monde. Il y a eu de nombreux déplacements forcés à cause des minières canadiennes, dans certains cas par négligence, dans d'autres par des alliances avec des acteurs armés qui ont fait fuir les populations concernées. Qu'est-ce que la ville pourrait faire pour contrer ce phénomène ailleurs dans le monde ? Apprendre la mémoire historique de ce qui s'est produit peut former une population plus consciente et solidaire. C'est peut-être à cause de cela que le racisme persiste. Une grande partie de la population ignore pourquoi les réfugiés viennent ici ? La plupart de ceux-ci n'ont pas choisi de vivre ici, le gouvernement du Canada leur a assigné un endroit où s'installer. Même la migration économique peut être considérée comme une fuite vers un refuge pour sa famille. Les processus extractivistes dans les pays du sud appauvrissent les populations locales et provoquent leur départ. La majorité des migrants n'ont pas le choix de quitter leur pays pour fuir la guerre, les catastrophes naturelles ou la misère. Pour plusieurs, c'est un processus difficile. Mais une fois établi ici, comment vivre en lien avec les gens qui y habitent et avec le territoire ? Ce serait intéressant de vivre dans une ville qui a une mémoire vibrante de ce qui l'a constituée, dans le sens de revendiquer la diversité et toutes les cultures et les différences font partie de ce que nous sommes aujourd'hui. Il faut faire en sorte de mettre un terme à la colonisation qui est une exploitation débridée des ressources pour des intérêts extrinsèques à un territoire donné, ce qui perpétue les déplacements forcés et les guerres. La ville est aussi une école de convivialité au quotidien. Mario Gil

* Je t'écoutais et je pensais que le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) a publié récemment des chiffres disant qu'il n'y a jamais eu autant de personnes déplacées dans le monde que ce soit pour des guerres ou des questions climatiques. Oui, il y a beaucoup de travail à faire et une mémoire à conserver et une vision à ouvrir sur l'avenir. Je voulais dire que j'apprécie infiniment la définition que vous donnez du racisme: « Un système politique qui répartit inégalement les droits et les pouvoirs. » J'ai travaillé sur plusieurs définitions du racisme avec un groupe où je milite et il y a un paquet de longues définitions compliquées, mais celle que tu as donnée m'apparaît être la meilleure. C'est une base pour la discussion et pour faire des propositions pour passer à l'action. Merci, je la retiens.

- * J'aime beaucoup cette définition là aussi. Je me dis qu'il va falloir vouloir partager le pouvoir. Je pense que c'est une question de volonté, de conscientisation, pour arriver à se dire collectivement et personnellement qu'il faut accepter de partager le pouvoir pour qu'il y ait effectivement plus de justice et d'égalité entre les personnes. Il m'apparaît essentiel que cette définition puisse être connue du grand public. Cela devrait être un enjeu au niveau des élections municipales qui s'en viennent.

J'aimerais revenir sur l'intervention de Mario et la question de la solidarité. Peut-être que la Ville de Québec pourrait soutenir des projets en matière de solidarité internationale comme le CAPMO ou d'autres initiatives. Cela permet de conscientiser les populations locales parce que la population ignore ce que le gouvernement du Canada fait ailleurs dans le monde. Il y avait un excellent reportage de Radio-Canada qui racontait que les sociétés minières canadiennes étaient à l'origine de 200 morts dans un pays d'Amérique latine. Elles financent des gangs qui tuent des gens et la plupart des gens ici ignorent cela. Les villes pourraient financer les organismes de solidarité internationale afin d'encourager l'éducation à la solidarité internationale. Mbaïe

Vous avez vu les grandes manifestations qui ont eu lieu dans le monde qui ont mise à terre les statues des génocidaires et des commerçants d'esclaves, il faut construire de nouvelles statues, de nouvelles mémoires afin de « re-symboliser » la vie quotidienne. Mario

- * Le racisme est aussi beaucoup lié à une question de privilège des personnes qui ont du pouvoir et qui occupent des postes dans la hiérarchie sociale. Souvent, elles refusent de voir d'autres personnes occuper ces emplois parce que ce sont des postes de pouvoir économique qui permettent aux gens d'avoir une certaine qualité de vie. Comment fait-on dans ce temps-là pour amener les gens à comprendre que d'autres peuvent y avoir accès. Je trouve intéressant de penser que des postes de pouvoir économique soient occupés par des gens issus de la diversité, mais comment amène-t-on les gens qui occupent ces postes à céder leur place ?

Je n'ai pas de solutions ou de réponses magiques, mais je pense que le mouvement féministe est un exemple à suivre, on peut beaucoup s'inspirer de ce que les féministes ont fait. Elles sont parvenues à occuper quelques places de pouvoir politique et économique. Tu as raison de dire que ceux qui occupent le pouvoir ne vont pas le céder. Le racisme ce n'est pas juste une question d'ignorance, c'est une question de pouvoir, surtout de la part des élites, pas de la population ordinaire. Souvent le racisme se loge là où il y a le pouvoir. Il va de soi que ces élites ne vont pas partager le pouvoir. Au Québec, le gouvernement ne veut même pas reconnaître l'existence du racisme systémique. Ce n'est pas évident, mais je pense qu'avec une forte mobilisation, on peut changer les règles du jeu pour avoir des règles plus inclusives. Le problème c'est que les élites créent des règles qui leur permettent de conserver le pouvoir. Mbaïe

Il faut changer ces règles pour permettre à d'autres gens d'accéder à ces pouvoirs. Par exemple, on peut exiger qu'il y ait une certaine représentativité au conseil municipal, comme c'est le cas pour les candidates féminines. Aujourd'hui, si nous faisons pression pour que les partis politiques puissent présenter des personnes issues des communautés racisées dans les districts gagnables, peut-être que cela va changer. Au niveau économique, la difficulté des entrepreneurs, c'est l'accès au capital. Si on leur donne davantage de capitaux et si on leur ouvre les réseaux de pouvoir économique, ils pourront signer des contrats avec d'autres entrepreneurs. Quand tu vas à un 5 à 7 organisé par la Chambre de commerce, il n'y a pas de personnes racisées, mais c'est là que les contrats se négocient et que les marchés se concluent. Si on veut favoriser l'accès aux lieux de pouvoir, il faut changer les règles qui permettent d'y accéder. Les élites sont très douées pour établir des règles qui empêchent les autres d'y accéder. Il faut qu'il y ait aussi des mesures d'aide étant donné qu'il y a un handicap accumulé sur des siècles d'histoire. Il ne suffit pas de dire, allez-y vous pouvez participer à la compétition avec les autres. Non, je pense qu'il faut donner un coup de main à certains entrepreneurs. De même, pour ceux qui veulent se lancer en politique. Il y a des gens qui ne votent pas parce qu'ils n'ont pas l'information. C'est ce que j'avais à répondre. Mbaïe.

Monique Voisine va nous parler de la transversalité puis du thème de la démocratie. SR

La transversalité de l'égalité entre les hommes et les femmes

J'ajouterais, et le droit à la ville pour toutes les femmes. C'est l'idée qu'il faut faire en sorte que l'égalité entre les hommes et les femmes transparaisse dans l'ensemble de la plateforme citoyenne et l'ensemble des recommandations que nous adressons à l'ensemble des candidats et des candidates, avant et après l'élection, par rapport à la ville dans laquelle nous vivons. L'idée c'est qu'à chaque fois que nous faisons une proposition, que nous appliquons au préalable une analyse différenciée selon les sexes, mais aussi intersectionnelle. Cela signifie que certaines femmes peuvent vivre à la fois plusieurs formes de discrimination qui se superposent et qui agissent conjointement. Donc, nous voulons analyser ces effets de l'intersectionnalité et de l'interrelation qu'ont entre elles les différentes formes de discrimination. C'est l'égalité hommes femmes, mais aussi entre toutes les femmes. Également, nous demandons un programme d'accès à l'égalité pour permettre la participation, la présence des femmes dans les lieux décisionnels. Enfin, la question de la transversalité concerne non seulement l'accès à l'égalité. Cette préoccupation est présente dans l'ensemble de nos propositions. Voilà pour ce qui est de la transversalité.

Cela introduit bien le thème de la démocratie. Celle-ci, au plan local, à travers la ville que nous vivons, est un mot fort utilisé. Il y a de nombreuses consultations qui sont réalisées à tous propos, mais dans les faits est-ce qu'on prend vraiment en compte l'opinion des citoyens et des citoyennes ? Est-ce qu'on applique les recommandations que les groupes communautaires font ? L'ensemble des propositions que nous faisons vise à accentuer cette présence active des citoyennes et des citoyens pour les grands choix politiques et sociaux que nous devons faire afin d'assurer une meilleure qualité de vie dans la ville.

Nous débutons par une proposition dont vous avez déjà sans doute entendue parler: Un projet pilote de budget participatif. Autrement dit, une partie du budget de la ville servirait à la population pour élaborer des projets qui les touchent de près. Cette participation citoyenne présuppose qu'il y ait eu au préalable de la formation, qu'il y ait une sensibilisation pour que les gens se sentent impliqués.

D'autres propositions intéressantes, c'est d'accorder beaucoup plus de pouvoir et d'initiatives aux conseils de quartier et d'augmenter les budgets pour réaliser leurs projets. Cela fait partie de nos revendications. Nous voulons mettre en place des mesures pour faciliter la conciliation militance, travail, famille, études pour faire en sorte que les femmes et aussi les hommes puissent participer à la vie citoyenne de la ville. Nous proposons aussi un conseil consultatif sur l'équité, la diversité et l'inclusion, dans le but de conseiller les élus municipaux sur la mise en place de propositions sur les personnes âgées, les femmes, les jeunes, les personnes représentant la diversité telle que les communautés culturelles, incluant tous les participant.e.s à la vie démocratique dans la ville. Ce conseil sur l'équité ferait non seulement des propositions, mais il serait formé pour représenter la diversité présente dans la ville.

Une autre proposition consiste à demander la réduction de la semaine de travail tout en maintenant le même niveau de revenu. La cinquième journée de la semaine de travail serait une journée payée qui servirait à la vie citoyenne pour s'y impliquer plus activement afin de faire avancer ces beaux projets. Il y aurait une obligation de parité dans toutes les instances décisionnelles de la ville pour favoriser autant la participation des femmes que des hommes. Voilà pour ce qui est la question de la démocratie. Monique Voisine

Échanges avec les participant.e.s

- * J'ai beaucoup apprécié l'exposé de Monique particulièrement sur l'intersectionnalité, une notion assez délicate. J'aimerais rappeler l'importance des places centrales dans les villes, ce sont des lieux où le peuple et le pouvoir peuvent se rencontrer. Alors le contrôle de la place centrale des villes, des carrefours, permet le contrôle des citoyens. C'est souvent là aussi que le pouvoir impose son contrôle et les grandes multinationales. L'autre chose, c'est l'importance de la rente foncière. Avec elle, on peut effectuer des déplacements de population. Nous l'avons vu à Québec depuis longtemps. L'évolution de la rente foncière est contraire à l'évolution de la plus-value associée au travail. Cela détermine des grands cycles économiques qui durent entre 40 et 60 ans qu'on appelle les cycles de Kondratieff. C'était un économiste soviétique que Staline a rapidement éliminé. Il y a aussi un Français, Pierre Doctes, qui étudie beaucoup ces questions de l'évolution de ces cycles qui n'existent qu'en fonction du développement du capitalisme. Cela oppose les cycles de la plus-value et ceux de la rente foncière. Cela implique aussi un nouveau type de rente qui est celui de la situation. La rente de situation permet de déterminer quels sont les quartiers pauvres et les quartiers huppés, quel est l'axe de pouvoir, etc. Cela détermine de grands mouvements urbains qui durent des dizaines d'années, des mouvements de concentrations urbaines, de rassemblement, d'évasion ou de dispersion.

- * Par exemple, quand on a dispersé les gens des quartiers centraux au cours de la rénovation urbaine des années 1970. C'est ce qui s'appelle la Théorie de la forme urbaine ou la Géographie structurale.
- * Moi je trouve intéressant ce que Monique a énoncé, mais je n'ai pas senti que les personnes en situation de pauvreté étaient incluses dans ce projet. Souvent les personnes en situation de pauvreté sont les plus exclues de la société. Je pense qu'il est important qu'on pense aux différentes manières de les intégrer.

Tu vas retrouver cela dans le chapitre sur la justice sociale. Quand on parle d'intersectionnalité, c'est un exemple des femmes qui vivent des discriminations parce qu'elles sont en situation de pauvreté, cela va être pris en compte à l'intérieur des différentes propositions. L'intersectionnalité a cette responsabilité là.
MV

Pour ce qui est de la démocratie, beaucoup de consultations ont lieu sur plein de projets auxquels les gens participent en déposant des mémoires, mais lorsque le temps des décisions arrive, j'ai l'impression que le monde des affaires a davantage l'oreille des autorités. Souvent la ville écoute davantage les promoteurs que les groupes communautaires et les autres groupes de la société civile. C'est ce qui me pose problème. Pour ce qui est du quatre jours de travail et un jour d'implication citoyenne, il s'agirait d'un projet pilote. Si on souhaite que les gens s'impliquent davantage dans la vie municipale, il ne faut pas que cela soit quelque chose qu'on ajoute à leur semaine de cinq jours, qui leur enlève du temps avec leurs proches. C'est un autre exemple de transversalité. On ne veut pas ajouter une pression sur les familles pour qu'ils s'occupent du municipal en plus du travail. Il y aurait une journée qui serait consacré pour la vie municipale. Cela veut dire que si nous voulons que les gens s'impliquent plus dans la ville que nous voulons, il faut qu'il y ait du temps de réserver pour cela, qu'ils ne soient plus obligés de sacrifier leur vie personnelle pour faire avancer ces projets. MV

- * Je suis une personne à mobilité réduite alors ce qui me préoccupe c'est l'accessibilité universelle et le logement social adapté.

Nous allons en discuter dans les prochains thèmes. MV

Culture et patrimoine

À Québec, c'est une thématique extrêmement importante. La ville intervient souvent dans ce domaine et ils y a de nombreuses organisations culturelles qui font des choses. À toi Monique.

Je pense que Québec est la ville par excellence de la culture, capitale nationale, une ville inscrite au patrimoine mondiale de l'Unesco. Il faut vraiment travailler sur cette question. Ce que nous proposons, c'est de donner accès à la culture et à sa production. Cela signifie financer la production d'activités culturelles, artistiques, les artisans ainsi que le personnel technique. MV

Cette culture doit être faite en français, mais il faut aussi reconnaître l'apport culturel des différents groupes qui composent la société. Nous pensons aux membres des Premières Nations, aux communautés culturelles, aux personnes issues de la diversité, afin qu'il y ait une bonne représentation de l'ensemble des composantes de la société. Nous pensons aussi donner accès gratuitement à la culture aux personnes qui sont en situation de pauvreté, aux aînés, aux enfants des écoles primaires et secondaires, pour qu'ils puissent avoir accès à une production culturelle et artistique. Il faut qu'il y ait un accès gratuit aux présentations. Il y a aussi tout le volet patrimoine. Québec, avec ses 400 ans et plus a un beau patrimoine à protéger. Dernièrement, il y a eu une entente entre le gouvernement du Québec et la ville pour donner des sommes supplémentaires afin de protéger, entre autre, le patrimoine bâti. Mais, il existe aussi toutes sortes d'autres patrimoines à protéger tel que le patrimoine vivant, le patrimoine religieux, etc. Nous avons des propositions là-dessus également.

Nous aimerions que soit créé un poste d'ombudsman pour protéger le patrimoine dans la ville de Québec. Il y a plein de belles maisons qu'on laisse aller pour que les promoteurs puissent les démolir en disant qu'elles sont trop détériorées pour être rénovées. Ces propositions visent à mettre en valeur tout le potentiel patrimonial de la ville de Québec. MV

- * Est-ce qu'il n'y a pas une impossibilité entre l'assiette fiscale basée sur les éléments bâtis et la protection d'un patrimoine qui ne rapporte presque rien comme taxe foncière ? En même temps, ma question est plus large que le patrimoine puisque tous les projets se heurtent à la question que le revenu des villes, c'est la taxation des terrains et des bâtiments. Alors, pour tout ce qui s'appelle protection du patrimoine ou construction de logements sociaux, il y a une contradiction qui empêche les villes d'avancer. Est-ce qu'il ne faudrait pas aussi proposer quelque chose par rapport au financement des villes ?

En effet, c'est une préoccupation majeure de la réforme de la fiscalité municipale. La situation actuelle fait en sorte que le seul espoir d'augmenter le revenu des municipalités, c'est de donner des permis de construction pour les projets les plus chers possibles pour prélever des taxes supplémentaires. C'est au niveau du gouvernement provincial qu'il faut revendiquer une réforme de la fiscalité municipale. C'est implicite dans notre plateforme. MV

- * Effectivement, la question du patrimoine dans une ville culturelle comme Québec, est aussi importante que la culture. Il faudrait développer des tournées de spectacles dans le réseau des bibliothèques par exemple. Même chose pour ce qui est des formations, l'offre devrait être élargie au niveau des activités de loisir. Pour moi, la question du patrimoine et de la culture signifie comment on vit dans la ville, comment on s'y sent bien et comment nous y sommes intégrés. Je pense que vous partagez cette vision, c'est pour cela que nous disons que c'est la ville que nous voulons.

Nous en avons parlé lors de la présentation du thème de la démocratie. Nous pensons aussi mettre sur pied des maisons de la culture dans les quartiers défavorisés afin de rapprocher la culture de la population. Nous demandons qu'il y ait des budgets municipaux pour soutenir l'organisation de visites culturelles pour les élèves et les personnes à faibles revenus. La question de la qualité de vie se trouve sous le thème justice sociale qui est un autre chapitre de la plateforme. MV

Je pense que la culture est un des éléments importants dans la ville. Il faut valoriser la culture, pas seulement comme apprentissage culturel, mais aussi la pratique de relation avec le territoire. L'enjeu du territoire est très important parce qu'il s'agit de comment on protège ce qui nous entoure. À quelque part, c'est aussi un concept qui vient de la lutte rurale et qui doit s'adapter à la lutte urbaine. Ce sont les villes qui sont prédatrices de la planète puisque toute l'industrialisation, les transports, la surconsommation et la production de déchets, proviennent de son mode de vie. Comment faire pour que la culture soit associée à la protection de la vie, de l'eau, parce que l'accès à de l'eau potable va aussi devenir problématique. Dans plusieurs villes du monde, il va manquer d'eau. La ville doit s'organiser culturellement autour de la protection de l'eau, des rivières urbaines. Pour faire cela, il faut non seulement avoir des connaissances, mais apprendre à avoir des rituels. Il faut ritualiser la question des soins que nous prenons des humains, de la terre, de l'air, de l'eau et des rivières. Réfléchir au concept du territoire, c'est penser au lien symbolique que nous devons avoir avec ces éléments. C'est ce que nous développons lorsque nous avons une relation avec un territoire. Quel est le sens que nous devons accorder à cette relation? Selon moi, il s'agit là du centre de toute chose, de notre manière d'entrée en relation les uns avec les autres et notre environnement. Mario

Je trouve cela super intéressant ce que tu apportes. Tu me fais penser au fait que la culture peut être un outil. Je fais le lien avec la sauvegarde de l'environnement et tous les autres qui sont dans la plateforme. La culture doit être un véhicule pour passer les messages, pour changer les comportements et qu'on mette en valeur le territoire sur lequel nous vivons. Je pense aux terres agricoles qu'on retrouve à l'intérieur des limites de la ville. On pourrait peaufiner cette manière de voir la culture comme un instrument de transmission de l'ensemble de nos préoccupations. MV

* Pour moi, la question des bibliothèques de quartier me préoccupe parce la tendance est à regrouper les services dans de grosses bibliothèques et de fermer les plus petites. Je pense que c'est la base que dans chacun des quartiers, il y ait au moins une bibliothèque accessible à pied. Notre bibliothèque de quartier était proche de l'école primaire et des résidences pour personnes âgées.

Oui, tu as tout à fait raison parce que pour nous à Duberger, la bibliothèque est le centre social du quartier, c'est comme le cœur de la vie communautaire. Je l'ai ajouté à notre réflexion. MV

L'équité sociale et économique

C'est un thème très vaste et qui touche beaucoup de choses. À l'intérieur de cela, on parle de justice sociale et économique, de la nécessité d'avoir une ville inclusive, d'aménagements accessibles et conviviaux, d'une ville à échelle humaine. Au point de départ, quand on parle de justice sociale, l'analyse que nous en faisons, c'est qu'il y a énormément d'inégalités à l'intérieur de la ville de Québec, et cela, malgré ce que plusieurs peuvent penser. Ce n'est pas tout le monde qui est impliqué dans des groupes sociaux, dans des mouvements qui se battent pour l'égalité. Je pense qu'il reste énormément de choses à faire. Bien entendu, tout ne relève pas de la Ville de Québec, mais elle a un rôle à jouer pour combattre les problèmes qui sont liés à la pauvreté, à l'itinérance, aux sans-emplois, aux gens à faibles revenus, etc. Nous avons élaboré un certain nombre de propositions que je ne vous lirai pas toute. L'enjeu est d'augmenter de façon significative le soutien financier aux groupes d'aide aux personnes fragilisées par la pauvreté, leur état de santé, leur handicap, itinérance, chômage, difficultés à se loger, la ville peut aussi aider à combattre les préjugés envers les personnes qui sont dans des situations de vulnérabilité. Comment la ville peut faire cela ? Elle peut le faire en fournissant aux conseils d'arrondissement et de quartier des moyens d'intervenir auprès des citoyennes et des citoyens pour éliminer ces préjugés. Cela veut dire développer des outils pour que les gens comprennent la situation des personnes qui sont dans un état difficile. Je ne vous donne pas toutes les propositions, vous pourrez y avoir accès sur notre site web.

Il y a évidemment l'aspect habitation qui est très important quand on parle de justice sociale. Vous l'avez vu comme nous, encore cette année, la situation de crise par rapport aux logements accessibles. C'est-à-dire qu'il y a beaucoup de condos qui se construisent, mais c'est fait par des promoteurs qui cherchent à faire des profits de plus en plus importants. Ces logements sont au-dessus des moyens d'un très grand nombre de personnes. Nous proposons qu'il y ait plus de logements sociaux. La ville doit poser des gestes à cet égard, faire la promotion de coopératives d'habitation, mieux surveiller les maisons de chambres. Ici, il y a un énorme lien à faire avec les personnes qui sont à très faibles revenus ainsi qu'avec les personnes qui se retrouvent dans des situations d'itinérance. Même si elles habitent une chambre, bien souvent, c'est très précaire. Elles se font expulser facilement parce qu'elles sont sans moyen pour se défendre. Il faut toucher ce genre de problématique. Par rapport au logement, on pense que nous devons interdire l'éviction de toutes sortes lorsque le taux d'inoccupation des logements locatifs est inférieur à 3%. C'est la situation actuelle que nous connaissons. Il faut faire en sorte qu'on ne puisse pas mettre quelqu'un à la rue parce qu'on a décidé de faire des rénovations ou parce que les personnes ont de la difficulté à payer leur loyer. Il faut trouver des solutions, il faut que la ville aide les gens aux prises avec ces situations.

La diversité qu'on retrouve dans la ville de Québec, au-delà de l'immigration que nous avons connue et des mouvements de réfugiés qui arrivent souvent par Québec, nous pensons à d'autres types de diversités telle que la communauté LGBTQ+, les citoyens qui sont à mobilité réduite, il faut que notre ville réponde aux besoins de toutes ces personnes et ce n'est pas toujours le cas.

Il y a des choses qui existent, mais nous sommes encore très loin d'une société idéale par rapport à l'inclusion de toutes ces personnes. Il y a des moyens qui peuvent être pris. Très concrètement, il y a des propositions qui vont en ce sens.

Je passe rapidement au thème des aménagements accessibles et conviviaux d'une ville à échelle humaine. Dans le cadre de ceux-ci, on doit tenir compte des personnes qui sont dans des situations difficiles, mais il faut aussi avoir la préoccupation de faire en sorte que les rapports entre les citoyens d'un quartier soient facilités pour qu'il y ait un climat de vie à l'intérieur nos quartiers qui soient plus humain. En terme d'aménagement, l'une des choses que je voudrais mentionner en particulier, c'est quand on voit tous les développements qui se font actuellement, comme à Place Fleur-de-Lys. On pense à construire un édifice de 20 étages de logements, c'est tout-à-fait contraire à l'idée de rendre la ville plus humaine. J'ai pris connaissance de certaines études qui démontrent qu'au-dessus de 4 étages, il y a une réduction importante de la possibilité d'établir des rapports humains entre les gens. Les gens s'y sentent isolés et éloignés de ce qui se passe autour de leur édifice. Nous avons des propositions concrètes qui vont dans ce cadre. Vous pourrez en prendre connaissance aussitôt que notre plateforme sera en ligne.

Par rapport à l'aménagement, les gros enjeux à l'heure actuelle, ce sont des projets comme la zone d'innovation du littoral Est dans Maizeret, c'est la nécessité de transformer l'autoroute Laurentienne en boulevard urbain jusqu'à la rue Soumande, ainsi que le Boulevard Charest jusqu'à l'autoroute Robert-Bourassa. Je pense que cela améliorerait la qualité de vie dans ces secteurs, tout en permettant des possibilités de densification des logements et des commerces, parce qu'il y aurait des services et du transport en commun. Je passe la parole à Michel Richard. Serge Roy

Habitation et transport

Je vais essayer d'être concis et précis. Je vais commencer par vous parler du transport. Nous sommes dans un contexte d'élections municipales qui s'en viennent en novembre, en pleine pandémie et en pleine crise climatique. La crise nous a amenés à réfléchir et à penser qu'il faudrait peut-être changer certaines habitudes de vie. L'une de ces mauvaises habitudes, c'est le transport par auto-solo. Ici, nous sommes très fort là-dessus. Nous voulons proposer une alternative à l'auto avec un projet de réseau structurant. En 2018, la ville avait présenté un projet assez intéressant, malgré certaines lacunes, mais depuis 3 ans, tout ce que nous avons fait avec celui-ci, ça a été de le déconstruire. Cela fait en sorte qu'il ne nous reste qu'une ligne de tramway, en plus de ce que nous avons déjà. Nos propositions se situent dans le sens de revenir à ce projet de départ, amélioré. Grosso modo, quand on parle de réseaux de transport, on parle de trajets et de véhicules. Nous pourrions parler du projet de tramway tel qu'il est devenu qui irait de l'Ouest de Ste-Foy jusqu'à D'Estimauville. C'est tout ce qu'il nous reste de ce grand projet. Nous demandons la réinsertion des tram-bus qui était le second étage du réseau structurant. Nous voulons conserver les mêmes dessertes qu'il y avait dans le projet initial, c'est-à-dire de Charlesbourg jusqu'à Ste-Foy et de Maizeret jusqu'à l'ouest de Ste-Foy, secteur Chaudière.

Ce dernier n'était pas notre idée, ni celle de rejoindre D'Estimauville, mais nous pouvons nous y rallier. Nous demandons aussi d'avoir un tram-bus de St-Roch à Charlesbourg, et de St-Roch à Ste-Foy par le boulevard Charest. Nous voulions aussi rajouter un tram-bus qui irait de Ste-Foy jusqu'au Vieux Lévis en empruntant le pont de Québec. Nous voulons conserver les infrastructures dédiées uniquement au transport en commun. Nous proposons aussi de reprendre l'idée des liens verticaux entre la Basse-Ville et la Haute-Ville avec 3 ascenseurs de grande capacité. Ensuite, il y a une proposition de transformation du service de traversier entre Québec et Lévis pour qu'il puisse prendre les autobus à leur bord pour que cela soit direct sans transfert de mode de transport. Nous proposons également d'introduire progressivement la gratuité du transport en commun. Nous parlons de l'accessibilité pour tous et toutes aux stations du réseau.

Nous réfléchissons aussi au transport actif et au partage de l'espace public. Nous avons plusieurs recommandations à ce propos telles que la réduction de la vitesse permise, l'élimination de espaces de stationnement en vue d'augmenter la canopée, l'aménagement permanent de rues piétonnes, de rues partagées, l'élargissement des trottoirs, etc. Avoir des pistes cyclables à même les rues et l'établissement d'une politique de déneigement prioritaire des trottoirs et de toutes les voies de transport collectif, ce qui faciliterait à la fois le transport collectif et le transport actif. Nous demandons un moratoire sur le développement autoroutier à Québec, incluant l'abandon du projet de tunnel sous-fluvial. Nous proposons des mesures pour soutenir l'industrie du taxi, dont l'interdiction de Uber. Pour ce qui est du pont de Québec, nous pensons que son entretien et sa gestion devraient être confiés à une société publique. C'est un résumé du thème des transports.

Pour ce qui concerne l'habitation, nous partons de deux constats. Le premier, c'est que le logement n'est pas un produit de consommation ordinaire, c'est un bien essentiel à la vie. Il y a bel et bien une crise du logement à Québec et cela ne s'améliore pas. Les propositions que nous faisons ont pour but de sortir le logement de la logique marchande afin que celui-ci soit abordable pour ceux et celles qui en ont besoin. En mars 2020, la ville a dévoilé sa vision de l'habitation pour la prochaine décennie. C'était un beau document avec une masse impressionnante de propositions vertueuses, mais par contre, il n'était nullement question d'un changement d'approche du modèle économique basé sur le profit et dirigé par l'offre et la demande. Selon nous, une vision cohérente de l'habitation doit tenir compte de nombreux autres enjeux, dont la lutte aux changements climatiques, à l'étalement urbain, la réappropriation des quartiers centraux par les communautés locales, l'interdiction des Airbnb et le contrôle de la spéculation, notamment les investisseurs étrangers.

Pour les autres propositions associées à ce thème, il y avait l'enjeu de l'équité et de l'égalité entre les personnes et entre les femmes et les hommes, l'exclusion de toutes formes de discrimination sociale et de racisme en matière d'accès au logement et la participation citoyenne concernant les prises de décision en matière d'habitation. Nos propositions vont dans le sens de libérer les locataires du carcan de la loi du marché qui entrave et dénature le droit à l'habitation et à un logement adéquat. Nous en avons à propos de l'accès à la propriété, le financement et l'accès aux habitations.

Par exemple, l'augmentation substantielle des budgets destinés aux nouvelles coopératives d'habitation, de même qu'aux nouvelles unités d'habitation à loyer modique. La création d'un fonds important destiné à soutenir l'implantation de fiducies foncières communautaires, un véhicule juridique qui présente de nombreux avantages pour la protection des biens fonciers de la spéculation. L'abolition des pratiques consistant à offrir et céder des propriétés acquises par la ville à des entrepreneurs ou des développeurs. Nous avons des mesures favorisant la densification douce, l'introduction dans le règlement de zonage de mesures permettant d'imposer la tenure locative dans certaines zones résidentielles. Fixer un taux maximal d'augmentation des loyers selon l'indice d'augmentation de l'indice des prix à la consommation. Nous avons des propositions concernant l'aménagement de nouveaux quartiers. Plusieurs quartiers situés à proximité du centre-ville possèdent des sites considérés comme de environnements dégradés incluant des ilots de chaleur, des « no man's lands » indésirables entre deux quartiers. Ces sites doivent être revalorisés d'urgence et transformés en nouveaux quartiers résidentiels en lieu et place des quartiers périurbains qui envahissent les terres agricoles ou détruisent les dernières forêts. On demande de commencer la densification à l'intérieur de la ville et d'utiliser ses espaces disponibles. Par exemple, l'axe de l'autoroute Laurentien entre Soumande et de la Couronne, c'est un projet qui est dans les cahiers de la Ville de Québec, mais cela devrait être fait dans l'optique de bâtiments de 4 étages tout au plus, incluant du logement social. Il y a le site de Place Fleur-de-Lys où il semble déjà y avoir un projet en marche. Il faudrait que les promoteurs changent de point de vue. Il y a le site de l'ancien Colisée, le boulevard des Capucins qui pourrait être revitalisé et l'axe de l'autoroute Charest Ouest jusqu'à l'autoroute Robert-Bourassa.

Nous avons aussi des propositions concernant la qualité des logements. Par exemple, rendre obligatoire et financer des concours d'architecture pour des projets publics significatifs et rendre exécutoire les décisions du comité consultatif d'urbanisme. Présentement, ses décisions ne sont que des propositions pour les décideurs politiques qui agissent à l'avantage des développeurs. Resserrer les normes de la Ville de Québec dans le sens d'améliorer la qualité des bâtiments et des aménagements paysagés, réviser le règlement de zonage dans le sens de favoriser l'inversion de la tendance à l'étalement urbain, rendre obligatoire dans toute nouvelle construction d'un ensemble résidentiel l'introduction de logements conçus spécifiquement pour des personnes handicapées et des personnes âgées autonomes. Nous avons aussi des propositions concernant la qualité de l'environnement immédiat, soit que tout nouveau projet d'ensemble résidentiel a l'obligation d'inclure des équipements de base de loisir et de sports, des aménagements urbains de proximité favorisant des loisirs, des raccordements aux réseaux cyclables et piétonniers, des espaces pour faire des jardins, des espaces significatifs de biodiversité perméables ou cultivables, des infrastructures vertes de ruissellement des eaux pluviales, etc. Cela fait un peu le tour de ce que nous proposons. Michel Richard

- * On peut faire baisser le prix de l'utilisation du transport en commun en augmentant le nombre d'utilisateurs. Pour réaliser cela, il faut absolument qu'on rende la vie plus difficile aux gens qui veulent accéder au centre-ville en auto. Donc, avoir davantage de rues piétonnières et augmenter le prix du stationnement au centre-ville, je pense que ce sont différentes façons pour que le transport en commun soit plus utilisé et par voie de conséquence que son prix diminue.

* Par contre, cela ne serait pas trop populaire dans un programme politique. Toutefois, je pense qu'il y a assez de population qui accepte le fait que nous sommes rendus à un point où il faut diminuer le nombre d'automobiles dans les centres-villes pour diminuer la pollution. Je crois que nous sommes capables de faire passer ce message. Ensuite, comment peut-on concilier le fait d'être contre l'étalement urbain, en faveur de la densification, et refuser la construction d'édifices de plus de 4 étages ?

Pour cette dernière question, je pense que diminuer le nombre d'étages, il s'agit d'abord là de rapports humains. Il s'agit de remplir des espaces au centre-ville qui sont sous-utilisés ou uniquement dédié à l'automobile comme les boulevards Laurentien et Charest. Si c'est fait intelligemment, en identifiant les espaces disponibles tout près de la ville, on peut économiser du voyage pour les personnes qui y vivront. Pour ce qui est voitures au centre-ville, c'est que le tramway prenne sa place. Nous refusons qu'il y ait 3 voies pour les voitures et une pour le tramway. Nous voulons que l'auto devienne accessoire. Dans une ville comme Bordeaux, j'ai vu des rues beaucoup plus étroites que René-Lévesque où le tramway circulait en laissant uniquement l'accès aux résidents. Cela fonctionne. On peut aussi réduire les espaces de stationnement en plantant des arbres pour améliorer la canopée urbaine qui combat les îlots de chaleur. Nous proposons aussi qu'il y ait une tarification pour accéder au centre-ville en automobile comme c'est le cas à Londres par exemple. Tout cela fait sorte que nous devrions être capables d'apaiser le trafic automobile et de se déplacer harmonieusement en vélo. MR

La question de la limite de 4 étages pour les édifices, c'est une observation scientifique qui a été faite dans différentes villes du monde. Au-dessus de ce ratio, les rapports qu'on les humains entre eux et avec le secteur où ils habitent est fortement diminué. Je pense que nous devons tenir compte de cet aspect dans nos projets d'aménagement urbain. Nous n'avons pas nécessairement besoin d'édifices à logement qui vont beaucoup plus haut pour assurer une densification intelligente. Il existe plusieurs secteurs à l'intérieur des limites de la Ville de Québec qui se prêtent au développement immobilier. Ceci fait en sorte que nous n'avons pas besoin de super grosses constructions. En général, ce sont les promoteurs immobiliers qui cherchent à augmenter le nombre de logements qu'ils auront et le type de logements qui sont la plupart du temps très dispendieux. Ceux-ci sont au-delà de la capacité de payer d'un fort pourcentage de la population. Ce n'est pas vrai que nous avons besoin de ces gros immeubles. Pour ce qui est de la gratuité du transport en commun, il existe plusieurs villes dans le monde où c'est le cas. Pourquoi ? C'est pour susciter l'intérêt des gens à l'utiliser. Par contre, cela ne doit pas affecter son efficacité. S'il est gratuit et inefficace, cela ne donne pas grand-chose. La gratuité fait en sorte que l'accessibilité est là pour absolument tout le monde. L'autre aspect, c'est que cela pourrait justifier les mesures contre l'automobile qui ont été évoquées. Dans les villes européennes cela existe, dans les centres-villes vous ne pouvez pas entrer avec une automobile qui ne possède pas la bonne immatriculation. SR

Par exemple, à Anvers en Belgique, il faut stationner l'automobile à un endroit pour ensuite prendre le transport en commun où marcher pour accéder au centre-ville. Ce sont des formules qui sont acceptables. Augmenter le prix des stationnements au centre-ville, je ne crois pas que les partis vont s'embarquer là-dedans s'ils veulent être élus, mais nous, nous avons la liberté d'apporter des propositions comme celle-là. SR

Environnement

Il ne reste plus beaucoup de temps à la soirée et il s'agit d'un enjeu majeur, alors je vous invite à en discuter avec nous le 13 octobre au Centre Jacques-Cartier. L'environnement est une question de survie pour l'ensemble du vivant sur la planète. Tout ce dont nous avons parlé ce soir est extrêmement important pour vivre en ville et pour « La ville que nous voulons ». Il y a un premier bloc de propositions qui traite de la biodiversité et de la protection des milieux naturels. Nous y traitons des terres forestières, des boisés, des terres agricoles qui existent à l'intérieur de la ville. Un second bloc traite de la protection de l'air et de l'eau. Vous avez sûrement entendu parler des problèmes de pollution de l'air dans la Ville de Québec qui sont dû entre-autre à la forte circulation automobile. Pour ce qui est de l'eau, il y a des mesures à prendre pour faire en sorte que les infrastructures soient au service de la population, qu'aucune mesure ne soit prise à l'encontre de la protection des sources d'eau et de la nappe phréatique. Nous parlons également de la pollution sonore et lumineuse parce que le bruit est une nuisance.

Le thème suivant est celui de l'agriculture urbaine. Vous avez entendu parler des terres des Sœurs de la charité, mais il y a d'autres secteurs où il y a des terres agricoles qui pourraient être encore utilisées. Il y a aussi la question de l'agriculture urbaine que les gens peuvent pratiquer dans les différents quartiers. Ensuite, nous avons le thème de la préservation de l'énergie et des ressources de la Terre. Cela vise le zéro déchet. Vous savez qu'il y a un groupe qui intervient spécifiquement sur cette question. Nous reprenons leurs propositions. Je parlerais aussi du développement du côté de Maizeret avec l'implantation de la 5 G et de centres de données informatiques un peu partout qui sont porteurs de problèmes importants.

Le dernier thème abordé est celui d'aménager la ville en tenant compte du vivant. Nous y traitons de la place du stationnement dans notre ville. Selon nous, il ne devrait plus y avoir de stationnements à ciel ouvert. L'amélioration du règlement de zonage pour faire en sorte qu'on puisse avoir un certain contrôle sur les aménagements pour que cela tienne compte du vivant, celui-ci inclut les arbres et les milieux humides, et le reste. En gros, c'est le résumé que je peux faire. Je n'avais pas prévu faire cela. Je vais travailler pour qu'il y ait une rencontre sur cette question de l'environnement. Serge Roy

Je vous remercie Serge, Michel, Monique, Danielle et Mbaïe, pour avoir construit cette plateforme avec d'autres personnes. C'est un enrichissement énorme au contenu du CAPMO en ce début d'année. YC